

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les Compagnies Loblaw limitée annonce les résultats financiers du quatrième trimestre 2008 et de l'exercice terminés le 3 janvier 2009¹⁾.

BRAMPTON, ONTARIO, le 18 février 2009 Les Compagnies Loblaw limitée (TSX : L) (« Loblaw » ou la « société ») a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers non vérifiés du quatrième trimestre et ceux de l'exercice terminés le 3 janvier 2009.

Sommaire des résultats du quatrième trimestre de 2008

Pour les périodes terminées le 3 janvier 2009 et le 29 décembre 2007 (non vérifié) (en millions de dollars, sauf indication contraire)	2008 (13 semaines)	2007 (12 semaines)	Variation	2008 (53 semaines)	2007 (52 semaines)	Variation
Chiffre d'affaires	7 745 \$	6 967 \$	11,2 %	30 802 \$	29 384 \$	4,8 %
Charges d'exploitation	7 428	6 833	8,7 %	29 756	28 648	3,9 %
Bénéfice d'exploitation	317	134	136,6 %	1 046	736	42,1 %
Bénéfice net	188	40	370,0 %	545	330	65,2 %
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,69	0,14	392,9 %	1,99	1,20	65,8 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables (en pourcentage)	10,6 %	2,6 %		4,2 %	2,4 %	
Marge d'exploitation	4,1 %	1,9 %		3,4 %	2,5 %	
BAIIA ²⁾	441 \$	268 \$	64,6 %	1 631 \$	1 324 \$	23,2 %
Marge du BAIIA ²⁾	5,7 %	3,8 %		5,3 %	4,5 %	
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	216 \$	335 \$	(35,5 %)	(49) \$	402 \$	(112,2 %)

Le chiffre d'affaires du quatrième trimestre de 2008 de 13 semaines s'élève à 7 745 millions de dollars, comparativement à 6 967 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2007 de 12 semaines, représentant une hausse de 11,2 %. La semaine de ventes supplémentaire en 2008 a eu une incidence favorable de 7,9 % sur le chiffre d'affaires. Le bénéfice net s'est chiffré à 188 millions de dollars, en hausse de 370,0 % par rapport à celui de 40 millions de dollars en 2007. Le BAIIA²⁾ de 441 millions de dollars au quatrième trimestre représente une augmentation de 64,6 % par rapport au BAIIA de 268 millions de dollars en 2007. Au quatrième trimestre, le bénéfice net de base par action ordinaire se chiffre à 0,69 \$, comparativement à 0,14 \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

Les éléments énumérés ci-dessous ont influé sur le bénéfice d'exploitation de la société du quatrième trimestre de 2008, comparativement au quatrième trimestre de 2007 :

- des produits de 8 millions de dollars liés à des coûts de restructuration inférieurs aux prévisions en 2008, par rapport à des charges de 36 millions de dollars en 2007. Le bénéfice net de base par action ordinaire a engendré des produits de 0,02 \$ en 2008, par rapport à une charge de 0,09 \$ en 2007;
- en 2008, le bénéfice attribuable à la rémunération à base d'actions, déduction faite des contrats à terme de capitaux propres, correspond à 17 millions de dollars, comparativement à une charge de 52 millions de dollars en 2007. Le bénéfice net de base par action ordinaire a engendré un gain de 0,07 \$ pour 2008, contre une charge de 0,21 \$ en 2007;

1) Le présent communiqué de presse contient de l'information prospective. Voir les énoncés prospectifs à la page 9 du présent communiqué de presse pour une analyse des principaux facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des conclusions, prévisions et informations prévisionnelles contenues dans les présentes et des principaux facteurs et hypothèses utilisées. Le présent communiqué de presse doit être lu en parallèle avec les documents de Les Compagnies Loblaw limitée déposés de temps à autre, auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières, lesquels documents se trouvent aussi sur les sites www.sedar.com et www.loblaw.ca.

2) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 7 du présent communiqué de presse.

- un gain de 22 millions de dollars sur la vente des services alimentaires de la société au quatrième trimestre de 2008. Le bénéfice net de base par action ordinaire a généré un gain de 0,06 \$.

Sur une base équivalente de 12 semaines et exclusion faite des éléments susmentionnés, le bénéfice d'exploitation, le BAIIA¹⁾ et le bénéfice net de base par action ordinaire se sont améliorés au quatrième trimestre de 2008, contrairement à ceux du quatrième trimestre de 2007.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2008 (53 semaines) a atteint 30 802 millions de dollars, comparativement à 29 384 millions de dollars en 2007 (52 semaines), soit une hausse de 4,8 %. Le bénéfice net s'est établi à 545 millions de dollars, en hausse de 65,2 % comparativement à celui du précédent exercice qui avait atteint 330 millions de dollars. Le BAIIA¹⁾ de 1 631 millions de dollars représente une augmentation de 23,2 % par rapport à celui de l'exercice précédent qui s'était établi à 1 324 millions de dollars. Le bénéfice net de base par action ordinaire se chiffre à 1,99 \$, soit une hausse de 1,20 \$ ou de 65,8 %, par rapport à celui de l'exercice précédent.

« Notre rendement au quatrième trimestre démontre que nous continuons à progresser, a déclaré M. Galen G. Weston, président exécutif du Conseil de Les Compagnies Loblaw limitée. Toutefois, nous restons prudents et nous préparons à un exercice 2009 rempli de défis, étant donné la conjoncture économique imprévisible et la concurrence très forte. »

Faits saillants du trimestre

- La société accomplit des progrès notables dans tous les aspects de son plan en cinq points visant à accroître et rentabiliser les ventes comprenant le programme de renouveau des magasins conventionnels « Le Meilleur du marché », lancé en Ontario, la rénovation des établissements dans l'Ouest canadien, la commercialisation de produits locaux, l'amélioration de ses infrastructures de base et davantage d'innovation au chapitre des marques privées.
- Le chiffre d'affaires s'est élevé à 7 745 millions de dollars au quatrième trimestre de 2008, comparativement à 6 967 millions de dollars en 2007, soit une augmentation de 11,2 %. Le chiffre d'affaires des magasins comparables pour le trimestre a augmenté de 10,6 %. Au quatrième trimestre de 2008, la semaine de ventes supplémentaire a eu une influence positive sur le chiffre d'affaires et le chiffre d'affaires des magasins comparables qui ont connu une hausse d'environ 7,9 %. Au quatrième trimestre de 2008, le chiffre d'affaires et le chiffre d'affaires des magasins comparables ont connu une hausse d'environ 0,8 % en raison des ventes de l'Action de grâces réalisées au quatrième trimestre. Le chiffre d'affaires et le chiffre d'affaires des magasins comparables ont par ailleurs diminué d'environ 1,0 %, en raison d'une grève dans certains magasins Maxi du Québec.
- Sur une base équivalente de 12 semaines :
 - La croissance du chiffre d'affaires des produits alimentaires et des produits de pharmacie a été solide au quatrième trimestre.
 - La croissance des ventes de vêtements, bien qu'importante au quatrième trimestre, n'a pu compenser pour le déclin des ventes d'articles de marchandise générale de base essentiellement imputable aux réductions de l'assortiment des produits et de la superficie en pieds carrés.
 - La croissance du chiffre d'affaires des postes d'essence a été négative au quatrième trimestre, comparativement à celle du quatrième trimestre de 2007, en raison du repli du prix de l'essence.
 - La quantité d'articles vendus a légèrement diminué, alors qu'il n'y a pas eu d'augmentation du nombre de clients.
 - L'analyse de la société indique que l'inflation interne du prix de détail des aliments a été supérieure à la tendance pour l'exercice à ce jour, mais inférieure à l'inflation nationale du prix des aliments calculée selon « l'indice des prix à la consommation pour l'achat d'aliments en magasin ». Au quatrième trimestre de 2007, la société a subi une déflation interne du prix de détail des aliments.
- Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 183 millions de dollars pour s'établir à 317 millions de dollars au quatrième trimestre de 2008, comparativement à 134 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007, soit une hausse de 136,6 %. La marge d'exploitation pour le quatrième trimestre de 2008 correspond à 4,1 %, comparativement à 1,9 % pour le trimestre correspondant de 2007. Le bénéfice d'exploitation comprend une charge de 29 millions de dollars (33 millions de dollars en 2007) imputable à la dépréciation d'immobilisations relative à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur la juste valeur de certains magasins. Le bénéfice d'exploitation et la marge d'exploitation ont été favorisés de façon notable par des coûts de restructuration et un coût net de la rémunération à base d'actions inférieurs, un chiffre de ventes plus élevé et les programmes de réduction de coûts de la société.
- Le BAIIA¹⁾ du trimestre se chiffre à 441 millions de dollars, en hausse de 64,6 %, par rapport à celui du quatrième trimestre de 2007, qui avait atteint 268 millions de dollars. La marge du BAIIA¹⁾ est passée de 3,8 % à 5,7 % pour le trimestre à l'étude.
- Le bénéfice net de base par action ordinaire a augmenté de 0,55 \$ pour s'établir à 0,69 \$ au quatrième trimestre de 2008, soit une hausse de 392,9 %, alors qu'il avait atteint 0,14 \$ pour ce même trimestre en 2007.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 7 du présent communiqué de presse.

- Les flux de trésorerie disponibles¹⁾ ont totalisé 216 millions de dollars au quatrième trimestre de 2008, comparativement à 335 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007. La diminution enregistrée au quatrième trimestre est essentiellement attribuable à l'augmentation des dépenses en immobilisations et le moment du paiement des dividendes sur les actions ordinaires, partiellement contrebalancés par une hausse des rentrées nettes liées aux activités d'exploitation. Pour les quatre trimestres de 2008, les flux de trésorerie disponibles¹⁾ correspondent à un montant négatif de 49 millions de dollars, comparativement à un montant de 402 millions de dollars en 2007. Cette variation cumulative est principalement attribuable à une diminution des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, une augmentation des dépenses en immobilisations et le moment du paiement des dividendes sur les actions ordinaires.

Perspectives²⁾

La société demeure confiante quant à sa démarche et continuera de s'assurer de progresser de façon marquée en ce qui a trait à ses priorités de transformation clés, notamment le renouveau de son offre alimentaire, l'amélioration de ses magasins, le lancement de produits novateurs, son infrastructure et la valeur offerte à ses clients. Au cours de 2009, la société accroîtra son investissement dans la technologie de l'information et son réseau d'approvisionnement, ce qui augmentera ses dépenses connexes d'environ 100 millions de dollars. Cet investissement, jumelé aux défis économiques soutenus et les pressions exercées par la concurrence, devrait avoir des répercussions sur les résultats de 2009.

Résultats d'exploitation

Chiffre d'affaires Le chiffre d'affaires du quatrième trimestre de 13 semaines de 2008 s'est élevé à 7 745 millions de dollars, comparativement à 6 967 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 12 semaines de 2007, marquant une hausse de 11,2 %.

Les éléments ci-dessous expliquent les principaux facteurs de variation du chiffre d'affaires entre le quatrième trimestre de 2008 et le quatrième trimestre de 2007 :

- la croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables de 10,6 % , incluant une croissance de 7,9 % du chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires des magasins comparables, est attribuable à la semaine de ventes supplémentaire du quatrième trimestre de 2008;
- le déplacement de l'Action de grâce au quatrième trimestre de 2008 a entraîné un plus grand chiffre d'affaires et une croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables d'environ 0,8 % au quatrième trimestre de 2008;
- la croissance du chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires des magasins comparables a subi des répercussions négatives de 1,0 % attribuables à une grève dans certains magasins Maxi du Québec;
- sur une base équivalente de 12 semaines, la croissance du chiffre d'affaires total des produits alimentaires et des produits de pharmacie a été solide;
- sur une base équivalente de 12 semaines, la croissance des ventes de vêtements, bien qu'en hausse au quatrième trimestre, n'a pu contrebalancer le déclin des ventes d'articles de marchandise générale essentiellement imputable aux réductions de l'assortiment des produits et de la superficie en pieds carrés;
- sur une base équivalente de 12 semaines, la quantité d'articles vendus a légèrement diminué, alors que le nombre de clients s'est maintenu par rapport au quatrième trimestre de 2007;
- sur une base équivalente de 12 semaines, le repli du prix de l'essence a généré une croissance négative du chiffre d'affaires des postes d'essence;
- l'analyse de la société indique que l'inflation interne du prix de détail des aliments a été supérieure à la tendance observée pour l'exercice à ce jour, mais inférieure à l'inflation nationale du prix des aliments de 8,4 % calculée selon « l'indice des prix à la consommation pour l'achat d'aliments en magasin ». Au quatrième trimestre de 2007, la société a subi une déflation interne du prix de détail des aliments;
- au cours du quatrième trimestre de 2008, 16 nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés ont été ouverts, et 10 ont été fermés, ce qui donne une augmentation nette de 0,2 million de pieds carrés ou de 0,5 % de la superficie occupée.

En 2008 (53 semaines), le chiffre d'affaires a augmenté pour s'établir à 30 802 millions de dollars, comparativement à 29 384 millions de dollars en 2007 (52 semaines), représentant une hausse de 4,8 %. Les principaux facteurs décrits ci-dessous, outre les facteurs trimestriels susmentionnés, expliquent la variation du chiffre d'affaires de 2008 par rapport à celui de l'exercice précédent, y compris la croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables de 4,2 %.

- La croissance du chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires des magasins comparables de 1,9 % attribuable à la 53^e semaine de 2008.
- Au cours de l'exercice, 37 nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés ont ouvert leurs portes, y compris les magasins qui ont été convertis ou qui ont fait l'objet d'expansions majeures, et 37 ont été fermés, ce qui représente une augmentation nette de 0,2 million de pieds carrés, soit 0,5 % de la superficie occupée.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 7 du présent communiqué de presse.

2) À lire en parallèle avec les « Énoncés prospectifs » à la page 9 du présent communiqué de presse.

Bénéfice d'exploitation Le bénéfice d'exploitation du quatrième trimestre de 2008 s'est établi à 317 millions de dollars, comparativement à 134 millions de dollars en 2007, en hausse de 136,6 %. La marge d'exploitation pour le quatrième trimestre de 2008 correspond à 4,1 %, comparativement à 1,9 % pour le trimestre correspondant en 2007. L'accroissement du bénéfice d'exploitation est essentiellement imputable aux coûts de restructuration et au coût net de la rémunération à base d'actions plus faibles, à un volume de ventes plus élevé et à des plans de réduction des coûts.

Les éléments énumérés ci-dessous ont influé sur le bénéfice d'exploitation du quatrième trimestre de 2008, par rapport à celui du quatrième trimestre de 2007 :

- des produits de 8 millions de dollars (une charge de 36 millions de dollars en 2007) liés aux coûts de restructuration inférieurs aux prévisions;
- des produits de 17 millions de dollars (une charge de 52 millions de dollars en 2007) liés à la rémunération à base d'actions, déduction faite des contrats à terme de capitaux propres. Un gain hors caisse sur les contrats à terme de capitaux propres a été enregistré par suite de la montée du cours de l'action de la société au cours du quatrième trimestre de 2008;
- un gain de 22 millions de dollars sur la vente des services alimentaires de la société au cours du quatrième trimestre de 2008.

Le bénéfice d'exploitation du quatrième trimestre de 2008 tient compte d'une charge au titre de la dépréciation d'immobilisations de 29 millions de dollars (33 millions de dollars en 2007). Au quatrième trimestre de 2007, un gain de 11 millions de dollars a été réalisé sur la vente d'un immeuble à bureaux de Calgary, en Alberta. Sur une base équivalente de 12 semaines et exclusion faite des éléments susmentionnés, le bénéfice d'exploitation du quatrième trimestre de 2008 s'est amélioré comparativement à celui du quatrième trimestre de 2007.

Les coûts de la main-d'œuvre en magasin de la société ont augmenté au quatrième trimestre de 2008 en raison du chiffre d'affaires plus élevé. La productivité pour le quatrième trimestre de 2008 a légèrement diminué, comparativement à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. En 2007, la productivité s'est améliorée d'un exercice à l'autre, grâce à des investissements dans la formation et l'engagement de la société à améliorer le service à la clientèle durant le temps des Fêtes.

Le BAIIA¹⁾ du quatrième trimestre de 2008 s'est établi à 441 millions de dollars, comparativement à 268 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2007, soit une augmentation de 173 millions de dollars ou de 64,6 %. La marge du BAIIA¹⁾ est passée de 3,8 % au quatrième trimestre de 2007, à 5,7 % au quatrième trimestre de 2008. L'augmentation du BAIIA¹⁾ et de la marge du BAIIA¹⁾ est imputable aux coûts de restructuration plus faibles, au coût net lié de la rémunération à base d'actions moins élevé, à un volume de ventes plus élevé et à des plans de réduction des coûts.

Le bénéfice d'exploitation pour 2008 a grimpé de 310 millions de dollars, ou de 42,1 %, pour s'établir à 1 046 millions de dollars, ce qui a donné lieu à une marge d'exploitation de 3,4 %, comparativement à 2,5 % pour 2007.

Les éléments énumérés ci-dessous ont influé sur le bénéfice d'exploitation de 2008, par rapport à celui de 2007 :

- des produits de 1 million de dollars (une charge de 222 millions de dollars en 2007) liés aux coûts de restructuration inférieurs aux prévisions;
- une charge de 7 millions de dollars (une charge de 72 millions de dollars en 2007) attribuable à la rémunération à base d'actions, déduction faite des contrats à terme de capitaux propres. Un gain hors caisse sur les contrats à terme de capitaux propres a été enregistré par suite de la montée du cours de l'action de la société en 2008; et
- un gain de 22 millions de dollars sur la vente des services alimentaires de la société au quatrième trimestre de 2008.

Le bénéfice d'exploitation de 2008 tient compte d'un gain de 14 millions de dollars sur la vente de placements par la *Banque le Choix du président* (la « Banque PC »), filiale en propriété exclusive de la société, et d'une charge au titre de la dépréciation d'immobilisations de 29 millions de dollars. Le bénéfice d'exploitation de 2007 comprend un gain de 11 millions de dollars tiré de la vente d'un immeuble à bureaux à Calgary, en Alberta, une charge au titre de la dépréciation d'immobilisations de 33 millions de dollars, une charge de 24 millions de dollars découlant d'ajustements apportés aux estimations des coûts liés aux prestations postérieures à l'emploi et aux prestations d'invalidité à long terme ainsi qu'aux coûts reportés liés à la conception de produits et à la technologie de l'information.

Le BAIIA¹⁾ de 2008 s'est établi à 1 631 millions de dollars, comparativement à 1 324 millions de dollars en 2007, soit une augmentation de 307 millions de dollars ou de 23,2 %. La marge du BAIIA¹⁾ est passée à 5,3 %, comparativement à 4,5 % en 2007.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 7 du présent communiqué de presse.

Intérêts débiteurs et autres charges de financement Les intérêts débiteurs et les autres charges de financement pour le quatrième trimestre de 2008 se sont élevés à 65 millions de dollars, comparativement à 59 millions de dollars pour la période correspondante de 2007. Les facteurs qui suivent ont influé sur les intérêts débiteurs au cours du trimestre :

- les intérêts sur la dette à long terme de 70 millions de dollars (66 millions de dollars en 2007);
- les intérêts sur les instruments financiers dérivés, compte tenu de l'incidence des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises et des contrats à terme de capitaux propres de la société de néant (charge de 2 millions de dollars en 2007);
- les intérêts créditeurs nets à court terme de 2 millions de dollars (néant en 2007);
- les intérêts créditeurs de 2 millions de dollars sur des dépôts de garantie (4 millions de dollars en 2007);
- la capitalisation d'intérêts débiteurs de 5 millions de dollars (5 millions de dollars en 2007) au titre d'immobilisations;
- les dividendes sur les titres de participation de 4 millions de dollars (néant en 2007).

Les intérêts débiteurs et les autres charges de financement pour l'exercice se sont élevés à 263 millions de dollars, comparativement à 252 millions de dollars en 2007.

Impôts sur le bénéfice Le taux d'imposition effectif a été de 24,2 % au quatrième trimestre de 2008 (36,0 % en 2007). La réduction du taux d'imposition effectif d'un trimestre à l'autre s'explique essentiellement par la variation de la proportion du bénéfice imposable gagné dans des territoires fiscaux où le taux d'imposition est différent; la baisse des taux d'imposition prévus par la loi du gouvernement fédéral canadien et de certains gouvernements provinciaux par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2007 et une diminution des impôts à payer relativement à des questions fiscales qui a été partiellement neutralisée, en 2007, par un ajustement cumulatif des impôts futurs conformément à une réduction des taux d'imposition prévus par la loi du gouvernement fédéral canadien et de certains gouvernements provinciaux.

Le taux d'imposition effectif de 2008 était de 29,1 % (31,0 % en 2007). La réduction du taux d'imposition effectif d'un exercice à l'autre s'explique essentiellement par la variation de la proportion du bénéfice imposable gagné dans des territoires fiscaux où le taux d'imposition est différent; la baisse des taux d'imposition prévus par la loi du gouvernement fédéral canadien et de certains gouvernements provinciaux par rapport à ceux de 2007, qui ont été partiellement neutralisés par une augmentation des impôts à payer relativement à des questions fiscales et un ajustement cumulatif des impôts futurs, en 2007, conformément à une réduction des taux d'imposition prévus par la loi du gouvernement fédéral canadien et de certains gouvernements provinciaux.

Bénéfice net Le bénéfice net est passé de 40 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007 pour s'établir à 188 millions de dollars au quatrième trimestre de 2008, en hausse de 148 millions de dollars ou de 370,0 %; il a augmenté de 215 millions de dollars ou de 65,2 % à l'exercice 2008, passant de 330 millions de dollars en 2007 à 545 millions de dollars en 2008. Le bénéfice net de base par action ordinaire a augmenté de 0,55 \$ ou de 392,9 %, passant de 0,14 \$ au quatrième trimestre de 2007 à 0,69 \$ au quatrième trimestre de 2008; il a augmenté de 0,79 \$ ou de 65,8 %, s'établissant à 1,99 \$ à l'exercice 2008, comparativement à 1,20 \$ en 2007.

Le bénéfice net de base par action ordinaire du quatrième trimestre de 2008 a subi l'influence des éléments suivants :

- des produits de 0,02 \$ (une charge de 0,09 \$ en 2007) par action ordinaire liés à des coûts de restructuration inférieurs aux prévisions;
- des produits de 0,07 \$ (une charge de 0,21 \$ en 2007) par action ordinaire attribuable à la rémunération à base d'actions, déduction faite des contrats à terme de capitaux propres; et
- un gain de 0,06 \$ par action ordinaire sur la vente des services alimentaires de la société.

Le bénéfice net de base par action ordinaire de 2008 a subi l'influence des éléments suivants :

- des produits de néant (une charge de 0,53 \$ en 2007) par action ordinaire liés à des coûts de restructuration inférieurs aux prévisions;
- une charge de 0,04 \$ (0,30 \$ en 2007) par action ordinaire attribuable à la rémunération à base d'actions, déduction faite des contrats à terme de capitaux propres; et
- un gain de 0,06 \$ par action ordinaire sur la vente des services alimentaires de la société.

Situation de trésorerie et sources de financement

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme et les dépôts de garantie sont inclus dans les autres actifs, les flux de trésorerie futurs liés à l'exploitation et les montants disponibles à prélever sur sa facilité de crédit devraient permettre à la société de financer son programme de dépenses en immobilisations et ses besoins opérationnels réguliers, incluant le financement de son fonds de roulement et la capitalisation de ses régimes de retraite. La société est d'avis qu'elle détient suffisamment de fonds pour répondre à ses besoins au cours des 12 prochains mois. Étant donné son accès raisonnable aux marchés financiers, la société n'entrevoit pas de difficulté à obtenir du financement pour assumer ses obligations à long terme.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 7 du présent communiqué de presse.

Rentrées nettes liées aux activités d'exploitation Pour le quatrième trimestre de 2008, les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 627 millions de dollars, comparativement à 508 millions de dollars pour la période correspondante de 2007. Cette hausse peut être attribuée à l'augmentation du bénéfice net avant la participation sans contrôle et aux charges de restructuration. D'autres catalyseurs qui ont influé sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation au cours du trimestre furent la cotisation de 63 millions de dollars de la société dans les régimes de retraite agréés à prestations déterminées par capitalisation et la contrepartie de 65 millions de dollars reçue contre la conclusion d'une entente d'approvisionnement à long terme. Les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation se sont établies à 989 millions de dollars en 2008, comparativement à 1 245 millions de dollars en 2007. La diminution est imputable à la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement, puisque l'augmentation du bénéfice net a été contrecarrée par une réduction des charges de restructuration en 2008, comparativement en 2007. Le projet de disponibilité des produits en tablette de la société de 2008 est la principale raison qui explique l'augmentation des stocks en 2007 et la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement.

Sorties nettes liées aux activités d'investissement Pour le quatrième trimestre de 2008, les sorties nettes liées aux activités d'investissement ont atteint 427 millions de dollars, comparativement à 306 millions de dollars en 2007. Cette hausse s'explique par l'augmentation des dépenses en immobilisations liées à un investissement, par la société, dans son infrastructure, déduction faite du produit tiré de la vente d'immobilisations, partiellement contrebalancée par la variation des rentrées nettes liées aux créances sur cartes de crédit. En 2008, les sorties nettes liées aux activités d'investissement ont totalisé 607 millions de dollars, comparativement à 851 millions de dollars en 2007. La variation est essentiellement imputable à la variation des créances sur cartes de crédit après titrisation et aux mouvements des placements à court terme, partiellement contrebalancés par l'augmentation des dépenses en capital, déduction faite du produit tiré de la vente d'immobilisations. Les dépenses en immobilisations se sont élevées à 353 millions de dollars (173 millions de dollars en 2007) au quatrième trimestre de 2008 et à 750 millions de dollars (613 millions de dollars en 2007) pour l'exercice 2008. La société évalue à 750 millions de dollars ses dépenses en immobilisations pour 2009.

Sorties nettes liées aux activités de financement Pour le quatrième trimestre de 2008, les sorties nettes liées aux activités de financement ont totalisé 161 millions de dollars, comparativement à 166 millions de dollars en 2007. La variation découle de la baisse des emprunts à court terme au cours du trimestre, baisse qui a été partiellement annulée par le moment du paiement des dividendes de 58 millions de dollars sur les actions ordinaires en 2008. En 2008, les sorties nettes liées aux activités de financement se sont chiffrées à 371 millions de dollars, comparativement à 472 millions de dollars à l'exercice précédent. En 2008, la société a reçu un produit de 218 millions de dollars et de 296 millions de dollars tiré de l'émission de titres de participation et de billets non garantis, respectivement, qui ont servi à réduire les emprunts à court terme et à rembourser les dettes échues en 2008. Les dividendes versés en 2008 ont augmenté de 58 millions de dollars, ce qui peut être imputable au moment du paiement des dividendes sur actions ordinaires. Après la fin de l'exercice, la société a remboursé ses billets à moyen terme à 5,75 % de 125 millions de dollars arrivés à échéance.

Risques et gestion des risques

Conjoncture économique

Depuis les six derniers mois de 2008 et le début de 2009, la conjoncture économique mondiale s'est détériorée, augmentant ainsi le risque que court la société. La direction surveille régulièrement la conjoncture économique, y compris les taux d'intérêt, le marché de la dette, l'inflation, le taux d'emploi et les marchés financiers. La direction croit que la société détient suffisamment de ressources financières pour répondre à ses besoins opérationnels réguliers.

Risque financier et risque de gestion

La société s'expose aux risques de crédit, de taux d'intérêt, de marché et d'illiquidité, du fait qu'elle détient des instruments financiers. Les pratiques de gestion des risques de la société dans ce secteur sont décrites à la note 22 des états financiers consolidés du rapport annuel de 2007 et à la note 18 du rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2008 de la société. De plus, le récent repli économique a augmenté le risque de faillites personnelles, de radiations des créances sur cartes de crédit et coûts de financement du portefeuille de cartes de crédit.

Cotisations aux avantages sociaux futurs

Bien que les régimes de retraite agréés à prestations déterminées par capitalisation de la société, en date des dernières évaluations actuarielles, soient actuellement capitalisés de manière satisfaisante et que le rendement historique sur les actifs de régimes de retraite à prestations déterminées ait été conforme aux attentes à long terme, rien ne garantit que ces tendances vont se maintenir. Si les marchés financiers ne recouvrent pas quelques-unes des pertes importantes à court terme, la société pourrait subir une augmentation importante de ses dépenses liées à ses régimes de retraite à prestations déterminées; il se peut aussi que les cotisations futures aux régimes de retraite soient considérablement plus importantes que les cotisations projetées. Au cours de 2008, la société a versé 138 millions de dollars (74 millions de dollars en 2007) dans ses régimes de retraite agréés à prestations déterminées par capitalisation. De cette somme, une tranche de 63 millions de dollars a été versée au quatrième trimestre de 2008, faisant suite à la décision de la société d'augmenter les cotisations de 2008 au-delà des estimations initiales. Pour 2009, la société prévoit cotiser à hauteur de 100 millions de dollars dans ses régimes de retraite agréés à prestations déterminées par capitalisation. La société continue d'évaluer l'incidence des marchés financiers sur ses besoins de financement.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La société présente ses résultats financiers selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Elle a toujours inclus certaines mesures financières et certains ratios financiers non conformes aux PCGR dans ses rapports trimestriels et annuels. Au cours du dernier exercice, la société a examiné ses pratiques en matière de présentation des mesures financières non conformes aux PCGR. Elle a considéré la présentation distincte de ces mesures, en tenant compte de l'analyse des résultats d'exploitation fournie dans le rapport de gestion et de l'incidence d'événements donnés sur ces résultats d'exploitation, ainsi que des pratiques des sociétés homologues au sein du secteur et des meilleures pratiques.

À la lumière de cet examen, la société a décidé qu'à partir du premier trimestre de 2008, elle n'utilisera plus les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : le chiffre d'affaires et la croissance du chiffre d'affaires excluant les ventes de produits du tabac et les entités à détenteurs de droits variables (« EDDV »), le bénéfice d'exploitation ajusté et la marge d'exploitation ajustée, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajustée, ainsi que le bénéfice net de base par action ordinaire ajusté. La société continuera de présenter une analyse de l'incidence d'éléments donnés individuels qui sont importants aux fins de la compréhension de ses activités poursuivies, y compris celles liées au chiffre d'affaires, au bénéfice d'exploitation et au bénéfice net de base par action ordinaire.

La société continuera d'utiliser les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : le BAIIA et la marge du BAIIA, la dette nette et les flux de trésorerie disponibles. La société estime que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent de l'information utile à la direction et aux investisseurs, pour évaluer le rendement financier et la situation financière de la société, pour les raisons décrites ci-après. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR du Canada et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à des mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés cotées en bourse. Elles ne devraient pas non plus être interprétées comme des mesures remplaçant d'autres mesures financières déterminées conformément aux PCGR du Canada.

BAIIA et marge du BAIIA Le tableau qui suit rapproche le bénéfice avant la participation sans contrôle, les impôts sur le bénéfice, les intérêts débiteurs et l'amortissement (le « BAIIA ») et le bénéfice d'exploitation, lequel est rapproché du bénéfice net établi conformément aux PCGR du Canada et présenté dans les états consolidés intermédiaires non vérifiés des résultats, pour les périodes de 13 semaines et de 53 semaines terminées le 3 janvier 2009 et les périodes de 12 semaines et de 52 semaines terminées le 29 décembre 2007. La direction utilise le BAIIA pour évaluer le rendement des activités poursuivies de la société et sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses en immobilisations.

La marge du BAIIA représente le BAIIA divisé par le chiffre d'affaires.

(en millions de dollars)	2008 (13 semaines)	2007 (12 semaines)	2008 (53 semaines)	2007 (52 semaines)
Bénéfice net	188 \$	40 \$	545 \$	330 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :				
Participation sans contrôle	3	8	10	4
Impôts sur le bénéfice	61	27	228	150
Intérêts débiteurs et autres frais de financement	65	59	263	252
Bénéfice d'exploitation	317	134	1 046	736
Ajouter l'incidence de l'élément suivant :				
Amortissement	124	134	585	588
BAIIA	441 \$	268 \$	1 631 \$	1 324 \$

Dettes nettes Le tableau ci-dessous rapproche la dette nette et les mesures conformes aux PCGR du Canada présentées dans les bilans consolidés intermédiaires non vérifiés au 3 janvier 2009 et au 29 décembre 2007. La société calcule sa dette nette comme étant la somme de sa dette à long terme et de sa dette à court terme moins la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les placements à court terme et les dépôts de garantie inclus dans les autres actifs, et elle estime que cette mesure est utile pour évaluer le niveau d'endettement.

(en millions de dollars)	2008	2007
Dettes bancaires	52 \$	3 \$
Papier commercial	-	418
Dettes à court terme	190	-
Tranche à moins de un an de la dette à long terme	165	432
Dettes à long terme	4 070	3 852
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie	528	430
placements à court terme	225	225
dépôts de garantie inclus dans les autres actifs	437	322
Dettes nettes	3 287 \$	3 728 \$

Flux de trésorerie disponibles Le tableau ci-dessous rapproche les flux de trésorerie disponibles et les sorties nettes liées aux activités d'exploitation conformes aux PCGR du Canada présentées dans les états consolidés intermédiaires non vérifiés des flux de trésorerie pour les périodes de 13 semaines et de 53 semaines terminées le 3 janvier 2009 et les périodes de 12 semaines et de 52 semaines terminées le 29 décembre 2007. La société calcule les flux de trésorerie disponibles comme étant des rentrées nettes liées aux activités d'exploitation moins les acquisitions d'immobilisations et les dividendes. La société est d'avis que les flux de trésorerie disponibles sont une mesure utile de la variation de la trésorerie disponible aux fins de ses exigences de financement supplémentaires.

(en millions de dollars)	2008 (13 semaines)	2007 (12 semaines)	2008 (53 semaines)	2007 (52 semaines)
Rentrées nettes liées aux activités d'exploitation	627 \$	508 \$	989 \$	1 245 \$
Moins : Acquisitions d'immobilisations	353	173	750	613
Dividendes	58	-	288	230
Flux de trésorerie disponibles	216 \$	335 \$	(49) \$	402 \$

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent communiqué de presse de Loblaw contient des énoncés prospectifs en ce qui concerne les objectifs, les plans, les buts, les aspirations, les stratégies, la situation financière, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie, le rendement, les perspectives et les occasions d'affaires de la société. Ces énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'emploi de mots ou d'expressions comme « anticiper », « s'attendre à », « croire », « pouvoir », « estimer », « objectif », « avoir l'intention de », « prévoir », « chercher à », « faire », « devoir » et d'autres expressions semblables, lorsqu'ils se rapportent à la société ou à sa direction, et ont pour but de signaler des énoncés prospectifs. Ces énoncés prospectifs ne constituent pas des faits historiques, mais reflètent plutôt les attentes actuelles de la société quant aux résultats et aux événements futurs.

Ces énoncés prospectifs sont assujettis à divers risques et incertitudes en conséquence desquels les résultats ou les événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles, notamment la possibilité que les plans et les objectifs de la société ne soient pas atteints ni réalisés. Ces risques et incertitudes comprennent, notamment, mais non exclusivement, les changements dans la conjoncture économique; les changements dans les dépenses et les préférences des consommateurs; une intensification de la concurrence résultant des concurrents actuels ou de l'arrivée de nouveaux concurrents; des changements dans les stratégies d'établissement des prix de la société ou de ses concurrents; le rendement des franchisés en deçà des attentes; les risques associés aux conditions du programme financier offert aux franchisés de la société; l'impossibilité de réaliser la croissance du chiffre d'affaires ainsi que les économies et l'efficacité opérationnelle prévues résultant des initiatives importantes de la société, notamment les investissements de la société dans les systèmes informatiques, le réseau d'approvisionnement et d'autres mesures de simplification et de réduction des coûts liés aux services publics, notamment l'électricité et le carburant; l'incapacité de l'infrastructure informatique de la société à soutenir les besoins de cette dernière; l'incapacité de la société à gérer les stocks de manière à atténuer l'incidence des problèmes liés aux stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les pertes; l'incapacité à mener à terme les initiatives importantes de la société de façon réussie et en temps opportun, notamment la mise en œuvre de stratégies et le lancement de produits novateurs et reformulés; les coûts imprévus associés à la mise en œuvre d'initiatives stratégiques, y compris les coûts de rémunération; l'incapacité du réseau d'approvisionnement à répondre aux besoins des magasins de la société; la détérioration des relations de la société avec les membres de son personnel, particulièrement au cours des périodes de changement; l'incapacité d'atteindre les résultats désirés au cours des négociations collectives, y compris les modalités de futures conventions collectives, ce qui pourrait entraîner des arrêts de travail; les modifications des exigences réglementaires qui concernent les activités de la société; l'adoption de nouvelles normes comptables et les changements dans l'utilisation des estimations comptables de la société, y compris en ce qui a trait à l'évaluation des stocks; les fluctuations des gains de la société par suite de la variation de la valeur des contrats à terme de capitaux propres relatifs à ses actions ordinaires; les changements dans les passifs d'impôts de la société, résultant des modifications des lois fiscales ou des cotisations futures; une dépendance envers les fournisseurs indépendants qui nuirait à la société; les événements touchant la santé publique; l'incapacité de la société à obtenir du financement externe; l'incapacité que la société recouvre ses créances sur cartes de crédit; toutes cotisations que la société pourrait être tenue de verser à ses régimes de retraite agréés à prestations déterminées par capitalisation en sus des cotisations qu'elle envisage de verser à l'heure actuelle; l'incapacité de la société à attirer et à retenir des dirigeants clés; et les questions d'approvisionnement et de contrôle de la qualité avec les fournisseurs. Ces risques ainsi que d'autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose, de temps à autre, auprès des autorités de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada, y compris dans la rubrique « Risques et gestion des risques » du rapport de gestion inclus dans le Rapport annuel 2007 de la société et ses rapports trimestriels de 2008. Ces énoncés prospectifs reflètent les hypothèses actuelles de la direction à l'égard de ces risques et incertitudes et leur incidence respective sur la société.

En outre, d'autres risques et incertitudes actuellement inconnus de la société ou que cette dernière juge négligeables présentement pourraient faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de ceux prévus dans ces énoncés prospectifs. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, lesquels reflètent les attentes de la société uniquement en date du présent communiqué de presse. La société renonce à toute obligation ou intention de mettre à jour ou de revoir ces énoncés prospectifs à la lumière de nouvelles informations ou à la suite d'événements ultérieurs, ou bien pour tout autre motif, sauf dans la mesure prévue par la loi.

États consolidés des résultats

Pour les périodes terminées le 3 janvier 2009 et le 29 décembre 2007 (en millions de dollars, sauf indication contraire)	2008 (13 semaines) (non vérifié)	2007 (12 semaines) (non vérifié)	2008 (53 semaines) (non vérifié)	2007 (52 semaines) (vérifié)
Chiffre d'affaires	7 745 \$	6 967 \$	30 802 \$	29 384 \$
Charges d'exploitation				
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	7 312	6 663	29 172	27 838
Amortissement	124	134	585	588
Charges de restructuration	(8)	36	(1)	222
	7 428	6 833	29 756	28 648
Bénéfice d'exploitation	317	134	1 046	736
Intérêts débiteurs et autres frais de financement	65	59	263	252
Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice et la participation sans contrôle	252	75	783	484
Impôts sur le bénéfice	61	27	228	150
Bénéfice net avant la participation sans contrôle	191	48	555	334
Participation sans contrôle	3	8	10	4
Bénéfice net	188 \$	40 \$	545 \$	330 \$
Bénéfice net par action ordinaire (en dollars) de base et dilué	0,69 \$	0,14 \$	1,99 \$	1,20 \$

Bilans consolidés

(en millions de dollars)	Au 3 janvier 2009 (non vérifié)	Au 29 décembre 2007 (vérifié)
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	528 \$	430 \$
Placements à court terme	225	225
Débiteurs	867	885
Stocks	2 188	2 032
Impôts sur le bénéfice	40	111
Impôts futurs	41	56
Charges payées d'avance et autres actifs	71	32
Total de l'actif à court terme	3 960	3 771
Immobilisations	8 045	7 953
Écart d'acquisition	807	806
Autres actifs	1 173	1 144
Total de l'actif	13 985 \$	13 674 \$
Passif		
Passif à court terme		
Dette bancaire	52 \$	3 \$
Papier commercial	-	418
Dette à court terme	190	-
Créditeurs et charges à payer	2 823	2 860
Tranche à moins de un an de la dette à long terme	165	432
Total du passif à court terme	3 230	3 713
Dette à long terme	4 070	3 852
Impôts futurs	171	180
Autres passifs	445	368
Titres de participation	219	-
Participation sans contrôle	20	16
Total du passif	8 155	8 129
Capitaux propres		
Capital-actions ordinaire	1 196	1 196
Bénéfices non répartis	4 604	4 330
Cumul des autres éléments du résultat étendu	30	19
Total des capitaux propres	5 830	5 545
Total du passif et des capitaux propres	13 985 \$	13 674 \$

États consolidés des flux de trésorerie

Pour les périodes terminées le 3 janvier 2009 et le 29 décembre 2007

(en millions de dollars)

	2008 (13 semaines) (non vérifié)	2007 (12 semaines) (non vérifié)	2008 (53 semaines) (non vérifié)	2007 (52 semaines) (vérifié)
Activités d'exploitation				
Bénéfice net avant la participation sans contrôle	191 \$	48 \$	555 \$	334 \$
Amortissement	124	134	585	588
Charges de restructuration	(8)	36	(1)	222
Impôts futurs	29	8	27	(17)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	251	276	(284)	35
Autres	40	6	107	83
Rentrées nettes liées aux activités d'exploitation	627	508	989	1 245
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations	(353)	(173)	(750)	(613)
Placements à court terme	48	(36)	45	(154)
Produit tiré de la vente d'immobilisations	64	175	125	223
Créances sur cartes de crédit, après titrisation	(150)	(283)	82	(238)
Placements dans des franchises et autres créances	(16)	4	(37)	19
Autres	(20)	7	(72)	(88)
Sorties nettes liées aux activités d'investissement	(427)	(306)	(607)	(851)
Activités de financement				
Dettes bancaires	(11)	(29)	50	2
Papier commercial	(9)	179	(418)	(229)
Dettes à court terme	(83)	(306)	190	-
Dettes à long terme				
Émise	-	-	301	25
Remboursée	-	(9)	(424)	(39)
Titres de participation émis	-	-	218	-
Dividendes	(58)	-	(288)	(230)
Autres	-	(1)	-	(1)
Sorties nettes liées aux activités de financement	(161)	(166)	(371)	(472)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	50	1	87	(60)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	89	37	98	(138)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	439	393	430	568
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	528 \$	430 \$	528 \$	430 \$

Règles de présentation Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux PCGR du Canada et incluent les comptes de la société. Ces renseignements financiers ne contiennent pas les informations requises par les PCGR du Canada dans les états financiers annuels ou intermédiaires, les présentes devraient donc être lus à la lumière des plus récents états financiers annuels publiés pour la période de 52 semaines terminée le 29 décembre 2007 contenus dans notre Rapport annuel de 2007 et les états financiers intermédiaires pour les périodes de 16 semaines et de 40 semaines terminées le 4 octobre 2008. Tous les montants sont exprimés en millions, sauf indication contraire.

La société consolide les EDDV conformément à la note d'orientation concernant la comptabilité 15, « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (variable interest entities) », (« NOC-15 »), de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), sur lesquelles le contrôle de Loblaw s'exerce autrement que par la détention de la majorité des droits de vote. Aux termes de la NOC-15, s'entend d'une entité à détenteurs de droits variables soit une entité dont les capitaux propres à risque ne sont pas suffisants pour lui permettre de financer ses activités sans un soutien financier subordonné, soit une entité dont les détenteurs de capitaux propres à risque ne réunissent pas les caractéristiques d'une participation financière conférant le contrôle. La NOC-15 exige que le principal bénéficiaire consolide les EDDV et considère qu'une entité en est le principal bénéficiaire si elle détient des droits variables qui l'amènent à assumer la majorité des pertes prévues de l'EDDV ou à recevoir la majorité des rendements résiduels prévus de l'EDDV, ou les deux.

Estimations et hypothèses L'établissement des informations financières consolidées intermédiaires non vérifiées exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants et les informations présentés dans les informations financières consolidées intermédiaires non vérifiées. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur l'expérience passée, sur les connaissances que la direction possède des événements et de la conjoncture en cours ainsi que des activités qui pourraient être entreprises à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Certaines estimations, comme celles relatives à l'évaluation des stocks, aux écarts d'acquisition, aux impôts sur le bénéfice, à la taxe sur les produits et services, aux taxes de vente provinciales, aux pertes sur créances sur cartes de crédit, aux immobilisations ainsi qu'aux avantages sociaux futurs, reposent sur des jugements subjectifs ou complexes à l'égard de questions pouvant être incertaines et tout changement dans ces estimations pourrait avoir une incidence importante sur les informations financières consolidées.

Restructuration

Projet Simplifier Au cours de 2007, la société a approuvé et annoncé la restructuration des activités de mise en marché et d'exploitation en magasin afin de rationaliser ces fonctions, et ce, conformément au Projet Simplifier. Au quatrième trimestre de 2008, la société a constaté des coûts de restructuration de néant (29 \$ en 2007) liés à ce plan. La charge cumulative de 3 \$ (197 \$ en 2007) comprend une tranche de 2 \$ (139 \$ en 2007) ayant trait aux prestations de cessation d'emploi, qui comprend des indemnités de départ, des coûts supplémentaires découlant des régimes de retraite liés à la cessation d'emploi de salariés et des coûts de rétention, et d'autres coûts de 1 \$ (58 \$ en 2007), principalement liés à la consultation, lesquels sont directement liés à la restructuration. Les paiements en espèces effectués au quatrième trimestre de 2008 se sont établis à 2 \$ (19 \$ en 2007) et à 36 \$ (149 \$ en 2007) pour les quatre trimestres de 2008. À la fin du quatrième trimestre de 2008, un passif résiduel de 1 \$ (33 \$ en 2007) relatif à ce projet a été inscrit aux bilans consolidés.

Activités en magasin En 2007, la société a terminé la restructuration de ses activités en magasin précédemment annoncée. Au quatrième trimestre de 2008, la société a constaté des produits de 2 \$ (néant en 2007) et des produits de 3 \$ (charge de 16 \$ en 2007) relatifs à ce projet pour l'exercice 2008. Les paiements en espèces effectués au quatrième trimestre de 2008 se sont établis à néant (2 \$ en 2007) et 1 \$ (22 \$ en 2007) pour l'exercice 2008. À la fin du quatrième trimestre de 2008, un passif résiduel de néant (3 \$ en 2007) relatif à ce projet a été inscrit aux bilans consolidés.

Réseau d'approvisionnement En 2005, la société a approuvé un vaste plan de restructuration de son réseau d'approvisionnement à l'échelle nationale. Au quatrième trimestre de 2008, la société a comptabilisé des produits de 6 \$ (charge de 7 \$ en 2007) sur les coûts de restructuration liés à ce plan. Les produits cumulatifs de 1 \$ (charge de 9 \$ en 2007) comprennent des produits de 3 \$ (charge de 7 \$ en 2007) liés aux coûts de prestations de cessation d'emploi résultant de départs forcés prévus et une charge de 2 \$ (2 \$ en 2007) liée aux coûts de fermeture d'installations et autres coûts. Les paiements en espèces effectués au quatrième trimestre de 2008 se sont établis à 4 \$ (1 \$ en 2007) et à 25 \$ (5 \$ en 2007) pour l'exercice 2008. À la fin du quatrième trimestre de 2008, un passif résiduel de 7 \$ (33 \$ en 2007) relatif à ce projet a été inscrit aux bilans consolidés. Au 3 janvier 2009, aucune autre charge de restructuration n'a été constatée à l'égard de ce projet.

Intérêts débiteurs et autres frais de financement

	3 janvier 2009 (13 semaines)	29 décembre 2007 (12 semaines)	3 janvier 2009 (53 semaines)	29 décembre 2007 (52 semaines)
Intérêts sur la dette à long terme	70 \$	66 \$	286 \$	285 \$
Intérêts (crédeurs) débiteurs sur les instruments financiers dérivés	-	2	(4)	12
Intérêts débiteurs (crédeurs) nets à court terme	(2)	-	2	(6)
Intérêts crédeurs sur les dépôts de garantie	(2)	(4)	(9)	(17)
Dividendes sur les titres de participation	4	-	8	-
Montant capitalisé au titre des immobilisations	(5)	(5)	(20)	(22)
Intérêts débiteurs et autres frais de financement	65 \$	59 \$	263 \$	252 \$

Le montant des intérêts versés au quatrième trimestre de 2008 s'est élevé à 111 \$ (96 \$ en 2007) et le montant des intérêts reçus s'est élevé à 42 \$ (27 \$ en 2007). Pour l'exercice 2008, le montant des intérêts versés s'est élevé à 415 \$ (403 \$ en 2007) et le montant des intérêts reçus s'est élevé à 145 \$ (134 \$ en 2007).

Impôts sur le bénéfice

Au quatrième trimestre de 2008, le taux d'imposition effectif s'est établi à 24,2 % (36,0 % en 2007). La réduction du taux d'imposition effectif d'un trimestre à l'autre s'explique essentiellement par la variation de la proportion du bénéfice imposable gagné dans des territoires fiscaux où le taux d'imposition est différent; la baisse des taux d'imposition prévus par la loi du gouvernement fédéral canadien et de certains gouvernements provinciaux par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2007, et une diminution des impôts à payer relativement à des questions fiscales qui a été partiellement neutralisée, en 2007, par un ajustement cumulatif des impôts futurs conformément à une réduction des taux d'imposition prévus par la loi du gouvernement fédéral canadien et de certains gouvernements provinciaux.

Le taux d'imposition effectif de 2008 était de 29,1 % (31,0 % en 2007). La réduction du taux d'imposition effectif d'un exercice à l'autre s'explique essentiellement par la variation de la proportion du bénéfice imposable gagné dans des territoires fiscaux où le taux d'imposition est différent; la baisse des taux d'imposition prévus par la loi du gouvernement fédéral canadien et de certains gouvernements provinciaux par rapport à ceux de 2007, qui a été partiellement neutralisée par une augmentation des impôts à payer relativement à des questions fiscales et un ajustement cumulatif des impôts futurs, en 2007, conformément à une réduction des taux d'imposition prévus par la loi du gouvernement fédéral canadien et de certains gouvernements provinciaux.

Le montant net des impôts sur le bénéfice payé s'est établi à 34 \$ (66 \$ en 2007) au quatrième trimestre de 2008, et à 122 \$ (220 \$ en 2007) pour l'exercice 2008.

Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire

	3 janvier 2009 (13 semaines)	29 décembre 2007 (12 semaines)	3 janvier 2009 (53 semaines)	29 décembre 2007 (52 semaines)
Bénéfice net aux fins du bénéfice de base par action (en millions de dollars)	188 \$	40 \$	545 \$	330 \$
Dividendes sur les titres de participation (en millions de dollars)	4	-	8	-
Bénéfice net aux fins du bénéfice dilué par action (en millions de dollars)	192 \$	40 \$	553 \$	330 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	274,2	274,2	274,2	274,2
Effet dilutif de la rémunération à base d'actions (en millions)	0,1	-	0,1	-
Effet dilutif des titres de participation (en millions)	6,7	-	3,6	-
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en millions)	281,0 \$	274,2 \$	277,9 \$	274,2 \$
Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire (en dollars)	0,69 \$	0,14 \$	1,99 \$	1,20 \$

Les options sur actions en cours dont le prix d'exercice était supérieur au cours des actions ordinaires de la société à la fin du quatrième trimestre n'ont pas été prises en compte dans le calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire. En conséquence, pour le quatrième trimestre de 2008, 4 690 732 options sur actions (6 390 459 en 2007) assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 52,98 \$ l'action ordinaire (52,67 \$ en 2007) ont été exclues du calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le tableau suivant présente les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au 3 janvier 2009 et au 29 décembre 2007 :

	Au 3 janvier 2009	Au 29 décembre 2007
Trésorerie	42 \$	61 \$
Équivalents de trésorerie - placements à court terme échéant dans un délai d'au plus 90 jours :		
Dépôts à terme bancaires	-	77
Bons du Trésor	219	109
Titres de créance du gouvernement	58	59
Papier commercial de sociétés	209	124
Trésorerie et équivalents de trésorerie	528 \$	430 \$

La société a constaté des gains de change non réalisés de 116 \$ (perte de 5 \$ en 2007) et de 210 \$ (perte de 155 \$ en 2007) respectivement pour le quatrième trimestre de 2008 et l'exercice 2008, par suite de la conversion de sa trésorerie, de ses équivalents de trésorerie, de ses placements à court terme et de ses dépôts de garantie qui sont inclus dans les autres actifs, libellés en dollars américains, dont un gain de 50 \$ (1 \$ en 2007) et un gain de 87 \$ (perte de 60 \$ en 2007) pour l'exercice 2008 qui avait trait à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie. Le gain ou la perte découlant de la conversion de la trésorerie, des équivalents de trésorerie, des placements à court terme et des dépôts de garantie qui sont inclus dans les autres actifs est en partie compensé par la constatation dans le bénéfice d'exploitation et le cumul des autres éléments du résultat étendu d'un gain ou d'une perte de change non réalisé sur les swaps de devises.

Débiteurs

De temps à autre, la Banque *PC* titrise des créances sur cartes de crédit, par la vente d'une partie des droits dans ces créances à une fiducie indépendante. La Banque *PC* a titrisé des créances sur cartes de crédit de néant (néant en 2007) au cours du quatrième trimestre de 2008 et de 300 \$ (225 \$ en 2007) à l'exercice 2008, auprès d'une fiducie indépendante. Une tranche des créances titrisées est comprise dans la facilité liée à la fiducie indépendante, d'une durée de 364 jours et renouvelable annuellement. Si les modalités de cette facilité ne sont pas renouvelées, les montants recouvrés pourront être accumulés avant la date d'échéance, et le montant de cette tranche des créances titrisées sera remboursé à la fiducie. La titrisation a donné lieu à un gain de 1 \$ (1 \$ en 2007) compte tenu des hypothèses présentées à la note 10 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 29 décembre 2007. Les droits que possède la fiducie indépendante sur les actifs de la Banque *PC* se limitent aux droits que la Banque *PC* a conservés dans ces créances et ils sont de plus soutenus par la société par une lettre de garantie de 116 \$ (89 \$ en 2007) portant sur une tranche du montant titrisé. Les autres débiteurs se composent essentiellement de créances de franchisés indépendants, de magasins associés et de comptes indépendants.

	Au 3 janvier 2009	Au 29 décembre 2007
Créances sur cartes de crédit	2 206 \$	2 023 \$
Montant titrisé	(1 775)	(1 475)
Créances sur cartes de crédit, montant net	431	548
Autres débiteurs	436	337
Débiteurs	867 \$	885 \$

Les créances sur cartes de crédit qui étaient en souffrance au 3 janvier 2009, d'un montant de 7 \$, ne sont pas classées comme douteuses étant donné qu'elles sont en souffrance depuis moins de 90 jours et que la plupart de ces créances devraient vraisemblablement être réglées. Tout solde sur créances sur cartes de crédit en souffrance depuis 180 jours ou dont le recouvrement est considéré comme douteux est radié. La concentration du risque de crédit au titre des débiteurs est limitée étant donné la diversité de la clientèle de la société. Le risque de crédit sur les créances sur cartes de crédit est géré de la manière décrite à la note 22 du rapport annuel de 2007 de la société. Les autres débiteurs qui sont en souffrance mais non encore douteux totalisaient 79 \$ au 3 janvier 2009 dont une tranche d'un montant minimal était en souffrance depuis plus de 60 jours.

Stocks

Le coût des stocks de marchandises constaté à titre de charge était de 6 005 \$ au cours du quatrième trimestre de 2008 et de 23 891 \$ pour l'exercice 2008. La société a comptabilisé une charge de 16 \$ correspondant à la dévaluation des stocks comptabilisés au 3 janvier 2009, afin de les ramener à la valeur de réalisation nette. Aucune réduction de valeur des stocks précédemment comptabilisée n'a été contrepassée parce que les stocks n'étaient plus considérés comme vendus à un prix inférieur au coût.

Avantages sociaux futurs

Le coût net total au titre des prestations de retraite de la société comptabilisé dans le bénéfice d'exploitation s'élevait à 35 \$ (43 \$ en 2007) et à 161 \$ (187 \$ en 2007) au cours du quatrième trimestre et de l'exercice 2008, respectivement. Le total du coût net des régimes comprend les coûts au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et des autres régimes, des régimes de retraite à cotisations déterminées et des régimes de retraite interentreprises de la société.

Au cours de 2008, la société a versé 138 \$ (74 \$ en 2007) dans ses régimes de retraite agréés à prestations déterminées par capitalisation. De cette somme, une tranche de 63 \$ a été versée au quatrième trimestre de 2008, faisant suite à la décision de la société d'augmenter les cotisations de 2008 au-delà des estimations initiales. Pour 2009, la société prévoit cotiser à hauteur de 100 \$ dans ses régimes de retraite agréés à prestations déterminées par capitalisation. La société continue d'évaluer l'incidence des marchés financiers sur ses besoins de financement.

Dette et gestion du capital

Au premier trimestre de 2008, la société avait conclu une facilité de crédit engagée de 5 ans d'un montant de 800 \$, consentie par un consortium bancaire et comportant certaines clauses restrictives financières. Cette facilité constitue la principale source de financement à court terme de la société et permet à celle-ci d'effectuer des emprunts portant intérêt à des taux variables à court terme, pour une durée pouvant atteindre 180 jours. Cette facilité a remplacé une facilité de crédit engagée à 364 jours de 500 \$, qui ne faisait l'objet d'aucune clause restrictive financière et permettait à la société d'effectuer des emprunts portant intérêt selon des taux d'intérêt à court terme variables, pour une durée pouvant atteindre 180 jours. Au 3 janvier 2009, 190 \$ avaient été prélevés sur cette nouvelle facilité de crédit engagée de 5 ans.

Au cours du deuxième trimestre de 2008, la société a contracté un financement par emprunt en émettant pour 300 \$ US de billets non garantis à taux fixe dans le cadre d'un placement privé, financement qui est soumis à certaines clauses restrictives financières. Les billets ont été émis en deux tranches de 150 \$ US comprenant des billets de 5 ans et de 7 ans à des taux d'intérêt de 6,48 % et de 6,86 %, respectivement. Le produit net tiré de l'émission des billets a servi au remboursement de la dette venue à échéance, notamment une partie des billets à moyen terme à 6,00 % de 390 \$ échus en juin 2008. La société a conclu deux swaps sur devises à taux fixe désignés comme couvertures de flux de trésorerie pour gérer le risque de change. La partie inefficace des gains et des pertes sur les dérivés désignés comme éléments d'une relation de couverture était négligeable. Au 3 janvier 2009, un montant de 361 \$ a été comptabilisé sous la dette à long terme dans le bilan consolidé.

Au cours du troisième trimestre, la société a lancé un appel public à l'épargne visant l'émission de 9 millions d'actions privilégiées de deuxième rang, série A, rachetables et convertibles, à dividendes cumulatifs, au prix de 25,00 \$ l'action, pour un rendement annuel de 5,95 %. Le produit brut de l'émission s'élevait à 225 \$, et le produit net de 218 \$ s'est ajouté aux fonds généraux de la société. Les actions privilégiées sont inscrites au poste Titres de participation aux bilans consolidés et sont classées comme autres passifs financiers. Les actions privilégiées sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto sous le symbole « L.PR.A ». Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») leur a attribué la cote Pfd-3, avec perspective négative, tandis que Standard & Poor's (« S&P ») leur a donné la cote P-3 (élevée).

De temps à autre, la Banque *PC* titrise des créances sur cartes de crédit, par la vente d'une partie des droits dans ces créances à une fiducie indépendante. Au cours du troisième trimestre, la Banque *PC* a titrisé des créances sur cartes de crédit de 300 \$, par la vente d'une partie des droits dans ces créances à une fiducie indépendante. Une tranche des créances titrisées est comprise dans la facilité liée à la fiducie indépendante, d'une durée de 364 jours, et renouvelable annuellement. Si les modalités de cette facilité ne sont pas renouvelées, les montants recouverts seront accumulés avant la date d'échéance, et le montant de cette tranche des créances titrisées sera remboursé à la fiducie. Après la fin de l'exercice,

l'une des fiducies a déposé un prospectus préalable de base autorisant l'émission de billets pour un montant maximal de 1,5 milliard de dollars sur une période de 25 mois, selon la disponibilité des marchés financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme et les dépôts de garantie sont inclus dans les autres actifs, les flux de trésorerie futurs liés à l'exploitation et les montants disponibles à prélever sur sa facilité de crédit devraient permettre à la société de financer son programme de dépenses en immobilisations et ses besoins opérationnels réguliers, incluant le financement de son fonds de roulement et la capitalisation de ses régimes de retraite. La société est d'avis qu'elle détient suffisamment de fonds pour répondre à ses besoins au cours des douze prochains mois. Étant donné son accès raisonnable aux marchés financiers, la société n'entrevoit pas de difficulté à obtenir du financement pour assumer ses obligations à long terme. Après la fin de l'exercice, la société a remboursé ses billets à moyen terme à 5,75 % de 125 \$ arrivés à échéance.

Dividendes (en dollars)

La déclaration et le paiement de dividendes de même que le montant de ces paiements relèvent de la décision du Conseil d'administration. La société a pour objectif à long terme que ses paiements de dividendes ordinaires se situent dans une fourchette variant de 20 % à 25 % du bénéfice net de base par action ordinaire de l'exercice précédent, ajusté, le cas échéant, en fonction d'éléments qui ne sont pas considérés comme étant représentatifs des activités poursuivies, en tenant compte de la situation de trésorerie à la fin de l'exercice, des besoins de trésorerie futurs et des possibilités d'investissement. Le Conseil a déclaré un dividende sur les actions ordinaires de 0,21 \$ (0,21 \$ en 2007) et de 0,84 \$ (0,84 \$ en 2007) par action ordinaire au cours du quatrième trimestre et de l'exercice 2008, respectivement. Le Conseil d'administration a déclaré un dividende sur les actions privilégiées de deuxième rang de 0,371875 \$ et de 0,911275 \$ au cours du quatrième trimestre et de l'exercice 2008, respectivement. Aux fins de la présentation dans les états financiers, le dividende de 4 millions de dollars et de 8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2008 et de l'exercice 2008, respectivement, sur les actions privilégiées constitue une composante des intérêts débiteurs et autres frais de financement figurant à l'état consolidé des résultats.

Clauses restrictives et exigences réglementaires

La facilité de crédit engagée conclue par la société au cours du premier trimestre de 2008 et les billets à taux fixe du placement privé de 300 \$ US que la société a émis au cours du deuxième trimestre de 2008 sont assortis de clauses restrictives financières. Tel qu'il est défini dans les ententes de crédit respectives, les clauses restrictives des deux ententes comprennent le maintien des ratios de couverture des intérêts et d'endettement que la société évalue tous les trimestres. La société respectait ces clauses restrictives à la fin du quatrième trimestre de 2008.

La société est par ailleurs soumise à des exigences en matière de capital imposées par le Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »), organismes de réglementation principal de la Banque PC, et la Banque Centrale de la Barbade, organisme de réglementation principal de Glenhuron Bank Limited (« Glenhuron »), filiales en propriété exclusive de la société. La Banque PC a pour objectifs de gestion du capital le maintien d'une situation de capital solide tout en tenant compte des risques économiques de la Banque, et le respect de toutes les exigences réglementaires en matière de capital définies par le BSIF. La nouvelle norme Bâle II, mise en place au Canada, établit des exigences réglementaires en matière de capital plus prudentes en fonction du profil de risque d'une banque. La Banque PC avait atteint tous ses objectifs de capital applicables à la fin du quatrième trimestre de 2008. Glenhuron est actuellement régi par les normes Bâle I, dans le cadre desquelles l'actif de Glenhuron est pondéré en fonction du risque et le ratio minimum du capital par rapport à l'actif pondéré en fonction du risque est de 8,0 %. À la fin du quatrième trimestre de 2008, le ratio du capital par rapport à l'actif pondéré de Glenhuron satisfaisait le minimum requis aux termes des normes de Bâle I.

Rémunération à base d'actions (en dollars, sauf indication contraire)

Le coût de rémunération de la société constaté dans le bénéfice d'exploitation relativement à son régime d'options sur actions de même qu'aux contrats à terme de capitaux propres et au régime d'unités d'actions restreintes se répartit comme suit :

(en millions de dollars)	3 janvier 2009 (13 semaines)	29 décembre 2007 (12 semaines)	3 janvier 2009 (53 semaines)	29 décembre 2007 (52 semaines)
Charge découlant du régime d'options sur actions	7 \$	- \$	8 \$	- \$
(Gain) perte sur les contrats à terme de capitaux propres	(28)	55	(10)	67
Charge (produit) découlant du régime d'unités d'actions restreintes	4	(3)	9	5
(Gain net) charge nette de la rémunération à base d'actions	(17) \$	52 \$	7 \$	72 \$

Régime d'options sur actions Au cours de l'exercice de 2008, la société a versé la somme de néant (montant minimal en 2007) au titre de la plus-value d'actions à l'exercice de zéro option sur actions (108 000 options en 2007). De plus, 2 071 528 options sur actions (1 812 870 en 2007) ont été déchues ou annulées. Aux termes de son régime actuel d'options sur actions, qui prévoit le règlement en actions ou le règlement de la plus-value d'actions en espèces, au gré du salarié, la société a attribué 36 871 options sur actions (101 057 en 2007) au prix d'exercice de 30,57 \$ (33,03 \$ en 2007) l'action ordinaire au cours du quatrième trimestre de 2008. Au cours du troisième trimestre de 2008, la société a attribué 82 204 options sur actions (194 559 options en 2007) au prix d'exercice de 29,30 \$ (49,11 \$ en 2007) l'action ordinaire. Au cours du deuxième trimestre de 2008, la société a attribué 8 800 options sur actions (38 938 et 148 987 options en 2007) au prix d'exercice de 33,10 \$ (46,01 \$ et 50,80 \$ en 2007) l'action ordinaire. Au cours du premier trimestre de 2008, la société a attribué 3 303 557 options sur actions (3 885 439 options en 2007) au prix d'exercice de 28,95 \$ (47,44 \$ en 2007) l'action ordinaire.

À la fin du quatrième trimestre de 2008, la société avait au total 7 892 660 options sur actions en cours (6 532 756 options sur actions en 2007), représentant environ 2,9 % (2,4 % en 2007) de ses actions ordinaires émises et en circulation, ce qui était tout à fait conforme à la directive de 5 % de la société. Le cours de l'action ordinaire de la société à la fin du quatrième trimestre était de 35,23 \$ (34,07 \$ en 2007).

Régime d'unités d'actions restreintes En vertu de son régime d'unités d'actions restreintes existant, la société a attribué 5 179 (18 888 en 2007) unités d'actions restreintes au quatrième trimestre; 13 526 (23 425 en 2007) unités d'actions restreintes au troisième trimestre; 45 321 (10 925 en 2007) unités d'actions restreintes au deuxième trimestre et 352 268 (281 818 en 2007) unités d'actions restreintes au premier trimestre de 2008. De plus, 103 103 (161 621 en 2007) unités d'actions restreintes ont été annulées au cours de l'exercice 2008 et 252 479 (154 700 en 2007) ont été réglées en espèces pour un montant de 9 millions de dollars (8 millions de dollars en 2007) pour l'exercice 2008. À la fin du quatrième trimestre, 829 399 (768 687 en 2007) unités d'actions restreintes étaient en circulation.

Éventualités, engagements et garanties

Garanties – Fiducies de financement indépendantes Certain franchisés indépendants de la société obtiennent du financement par l'entremise d'une structure regroupant des fiducies indépendantes, mise sur pied pour consentir des prêts aux franchisés indépendants afin qu'ils puissent acheter plus facilement des stocks et des immobilisations, principalement des équipements et du matériel. Ces fiducies sont administrées par une grande banque à charte canadienne.

Au cours du premier trimestre de 2008, la société avait été avisée qu'un événement entraînant la résiliation de l'entente relative à la fiducie de financement indépendante à l'intention des franchisés indépendants de la société avait eu lieu du fait que DBRS avait abaissé la cote de solvabilité à long terme de la société pour la faire passer de A (faible) à BBB (élevée). Par suite de la cessation, au cours du deuxième trimestre de 2008, la société a finalisé une entente de financement d'autres sources pour la fiducie de financement indépendante, sous la forme d'une facilité de crédit renouvelable engagée de 364 jours de 475 \$, auprès d'un consortium bancaire.

Le montant brut du capital des prêts aux franchisés indépendants en cours au 3 janvier 2009 était de 388 \$ (418 \$ en 2007), notamment 152 \$ (153 \$ en 2007) de prêts exigibles des EDDV consolidés par la société. La société a convenu d'accorder, d'après une formule, des améliorations des modalités de crédit, sous forme d'une lettre de garantie en faveur de la fiducie de financement indépendante correspondant à environ 15 % (10 % en 2007) du montant total du capital des prêts en cours, quel que soit le moment, ou à 66 \$ (44 \$ en 2007) au 3 janvier 2009. Aucun montant n'a été tiré sur la lettre de garantie. Ces améliorations permettent à la fiducie de financement indépendante d'octroyer du financement aux franchisés indépendants de la société selon des modalités avantageuses. En outre, chaque franchisé indépendant fournit à la fiducie de financement indépendante des garanties à l'égard de ses obligations par le biais d'un contrat de garantie. Si un franchisé indépendant n'honore pas les modalités de son emprunt et si la société n'a pas, dans une période déterminée, pris en charge l'emprunt ou si le manquement n'a pas été autrement corrigé, la fiducie de financement indépendante cédera l'emprunt à la société et tirera des sommes sur la lettre de garantie. La société a accepté de rembourser la banque émettrice pour tout montant tiré sur la lettre de garantie. Cette nouvelle structure de financement a été examinée et la société a déterminé qu'il n'y avait pas de répercussions importantes sur la consolidation des EDDV. Conformément aux PCGR du Canada, les états financiers de la fiducie de financement indépendante ne sont pas consolidés avec ceux de la société.

Poursuites Au cours du premier trimestre de 2007, la société a été l'un des 17 défendeurs à recevoir signification d'une poursuite déposée auprès de la Cour supérieure de l'Ontario et intentée par certains bénéficiaires d'un régime de retraite interentreprises auquel les salariés et quelques-uns des franchisés de la société participent. Dans leur réclamation contre leur employeur respectif et les fiduciaires du régime de retraite interentreprises, les demandeurs allèguent que les actifs dudit régime ont été mal gérés et réclament, entre autres, des dommages-intérêts de 1 milliard de dollars. De plus, les demandeurs sollicitaient la nomination d'un représentant de la défense pour les employeurs de tous les participants du régime de retraite interentreprises. Au cours du deuxième trimestre de 2008, la société a reçu la confirmation que la poursuite intentée contre elle a été rejetée et au troisième trimestre, la société a aussi reçu confirmation que la poursuite intentée contre les fiduciaires du régime a été rejetée.

La société peut faire l'objet de diverses poursuites et réclamations dans le cours normal de ses activités. Le résultat de ces poursuites demeure incertain. Cependant, compte tenu de l'information à sa disposition à ce jour, la société ne prévoit pas que ces poursuites auront une incidence importante, de façon individuelle ou collective, sur ses activités.

Opérations entre apparentés

La société a conclu une entente d'approvisionnement à long terme avec une filiale de l'actionnaire majoritaire de la société, soit George Weston limitée (« Weston »), contre une contrepartie en espèces de 65 \$, qui sera comptabilisée dans le bénéfice au fil de la durée de l'entente, dont une tranche de 1 \$ a été comptabilisée en 2008. Au 3 janvier 2009, un montant de 8 \$ a été inscrit dans les créditeurs et charges à payer et un montant de 56 \$ a été inscrit dans les autres passifs. Certains actifs et passifs d'une filiale en propriété exclusive ont été ultérieurement vendus par Weston.

Cession des services alimentaires

Au quatrième trimestre de 2008, la société s'est départie de ses services alimentaires pour générer un produit de 36 \$ qui a entraîné un gain avant impôts de 22 \$ dans le bénéfice d'exploitation (16 \$, déduction faite des impôts). Les services alimentaires présentaient un chiffre d'affaires et un BAIIA d'environ 150 \$ et 5 \$, respectivement.

Présentation

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude. Les dépôts de garantie, qui étaient auparavant inscrits comme trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme aux bilans consolidés, sont maintenant inclus dans les autres actifs aux bilans consolidés et totalisaient 437 \$ au 3 janvier 2009 (322 \$ en 2007). Le passif non réalisé au titre de contrats à terme de capitaux propres de la société, qui était auparavant inscrit comme autres passifs à long terme aux bilans consolidés, est maintenant inclus dans les créditeurs et charges à payer et totalisaient 92 \$ au 3 janvier 2009 (91 \$ en 2007).

États financiers consolidés et rapport de gestion annuels 2008

Les états financiers consolidés vérifiés et le rapport de gestion de la société pour l'exercice terminé le 3 janvier 2009 seront publiés au plus tard le 31 mars 2009. Ces documents feront partie du rapport annuel de 2008 de la société et seront publiés dans la section destinée aux investisseurs du site Web de la société à www.loblaw.ca ou à www.sedar.com.

Relations avec les investisseurs

Les actionnaires, les analystes de valeurs mobilières et les professionnels en placements sont priés d'adresser leurs demandes à Inge van den Berg, Vice-présidente, Affaires publiques et relations avec les investisseurs, au siège social national de la société ou par courriel à investor@loblaw.ca.

Des informations financières supplémentaires ont été transmises par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) et au Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), organisme de réglementation principal de la *Banque le Choix du Président*, filiale de la société.

Téléconférence et webémission

Les Compagnies Loblaw limitée tiendra une téléconférence, ainsi qu'une webémission le 18 février 2009, à 11 h (HNE).

Pour accéder à la téléconférence, prière de composer le 416-644-3419. La rediffusion sera disponible une heure après la téléconférence au 416-640-1917, code d'accès 21290089#. Pour accéder à la webémission, veuillez visiter notre site www.loblaw.ca, cliquer sur l'onglet Investir, puis sur la webémission. Préinscription possible.

De plus amples renseignements se trouvent sur le site Web de Les Companies Loblaw limitée à www.loblaw.ca.